



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

... à l'hôpital
et au-delà !



Hôpital Pitié-Salpêtrière

4 oct. 2023

Assez d'inflation !

Imposons l'augmentation générale des salaires

Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout.

Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards de profits enregistrés par le CAC 40 pour les 6 premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas. C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que personne n'aura l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets. Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Pour les salaires, les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre

C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 € d'augmentation de salaire pour toutes et tous**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 € net**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence plus tôt que prévu... avec des millions d'invités-surprise !

800 euros ? menteurs !

En octobre, le gouvernement a annoncé nous verser une prime « exceptionnelle » de 800 € bruts. Sauf qu'en réalité son montant est compris entre 241 et 648 € nets, répartis en 7 tranches de revenus, pas exonérée d'impôts... En clair, à la tête du client ! Ras-le-bol qu'ils se moquent de nous, ce qu'on veut ce sont des augmentations de salaires pour tous !

Bidonville

Des collègues ont trouvé une nouvelle fonction aux plateaux : cales pour maintenir les volets ouverts. La poubelle ne s'ouvre plus ? Si la direction ne vous en fournit pas une autre (ça coûte des sous), utilisez une seringue pour la maintenir ouverte. Les fenêtres de votre service sont mal isolées ? Pansement et scotch sont votre meilleur allié !

Pass navigo à 100 % pour tous !

Des temps de trajet de plus en plus long, des transports de plus en plus chers, 12 % d'augmentation sur le pass navigo en 2023 et ça continue en 2024 : on n'en peut plus ! À partir de septembre la direction rembourse à 100 % le pass navigo pour les fonctionnaires de nuit et 75 % pour ceux de jour. De plus en plus nombreux, nos collègues en CDD et du privé restent à 50 %. Stop à leur tentative de division. Remboursement à 100 % pour tous !

Que fait la police ?

Que fait la police, entend-on souvent ? Elle vient de convoquer 16 infirmières qui ne se sont pas inscrites à l'Ordre Nationale Infirmier. Cet ordre, corporatiste et réactionnaire, est contesté depuis des années par des infirmières. À juste titre. Vive le dés... ordre !

Agnès Firmin et les 40 mesures

La ministre a proposé un plan pour la « protection des soignants ». Alors que la plupart d'entre nous ont déjà subi une agression au boulot, la solution du gouvernement est essentiellement d'accentuer les sanctions pénales. Il y a bien un volet sur la formation des hospitaliers à la gestion de ces situations, mais rien n'est dit sur le budget prévu pour. Et on imagine bien le contenu : restez calme, se maîtriser... Merci des conseils ! Mais avec le glissement des tâches, l'urgence incessante et le manque de personnel chronique, même un maître yogi aurait du mal à faire face, en plus, à des conflits avec les patients ! C'est surtout de plus d'effectif et de lits dont on a besoin ! Parce que c'est ça la principale cause des agressions : les heures d'attentes interminables aux Urgences comme dans tous les services. Et la solution n'est pas la répression : Il vaudra toujours mieux des collègues, plutôt qu'une caméra ! Seule l'augmentation durable des moyens permettra au système de santé de réduire les tensions.

Fermetures de services d'urgence : les mobilisations se multiplient

Ils étaient 1500 manifestants à Feurs, au printemps. 6000 à Langres, fin septembre. Et samedi dernier, 30 septembre, ce sont près de 1000 personnes qui sont montées à la préfecture à Quimper pour s'opposer à la fermeture nocturne des urgences de Carhaix. Une politique d'austérité, menée partout en France, aux conséquences dramatiques. À Carhaix, une personne âgée et une petite fille de six mois sont décédées en septembre, faute d'avoir été prises en charge à temps. À la manifestation samedi, seule réponse de l'État : des gaz lacrymogènes. Contre cette casse de l'hôpital, la mobilisation des habitants et des hospitaliers doit s'amplifier. Leurs économies, nos morts !

Budget des hôpitaux 2024 : festival d'économies

Le gouvernement vient de présenter son projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour l'année 2024. Un document qui brille par les 1001 manières de faire des économies sur le budget de la santé, malgré une hausse apparente. Certes le budget accordé à l'assurance maladie, et donc aux établissements de santé, augmente de 3,2 %, mais ne nous laissons pas aveugler : c'est toujours la même chose, chaque année le budget augmente BEAUCOUP MOINS que ce dont on aurait besoin du fait de la simple augmentation démographique. Et cette année c'est encore pire avec l'inflation !

En bref, ça revient à imposer des « économies » à hauteur de 3,5 milliards d'euros, notamment sur « l'efficacité » des hôpitaux, comme ils disent – on sait ce que ça veut dire !

La psychiatrie : un gros gâteau pour le privé

D'après les chiffres du ministère de la santé, 5000 lits d'hospitalisation à temps complet ont disparu dans le secteur public de la psychiatrie. Et la situation continue de se détériorer avec les fermetures annoncées d'unités de soins dans certains établissements. Si les patients et les familles sont les victimes de cette situation dramatique, pour les cliniques privées du secteur psychiatrique, ce n'est que du bonheur ! Beaucoup de petites cliniques ont été rachetées, et les grands groupes se partagent maintenant ce marché très rentable.

« À Versailles, ça coule à flots, à Mayotte, on manque d'eau »

Les Mahorais ont manifesté mercredi 27 septembre, à l'appel du collectif « Mayotte a soif », contre la pénurie d'eau qui frappe l'île de l'océan Indien. Ils sont conscients que le problème n'est pas seulement un déficit de pluies. Leur manifestation s'est acheminée vers la « Mahoraise des eaux » qui relève du groupe Vinci. L'usine de dessalement qu'elle gère ne produit qu'un tiers des volumes promis lors de sa construction en 2018, et un tiers de l'eau du réseau d'eau théoriquement potable est perdu par les fuites.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveau-parti-anticapitaliste.fr

   @npanouveauparti-anticapitaliste